

# Appui à la Stabilisation et à la Paix au Mali

Un processus de paix inclusif et des dividendes de paix tangibles renforcent la confiance entre la population et l'État et contribuent à la stabilisation du pays.

## Les enjeux

Depuis la crise politique et le coup d'État de 2012, le Mali ne connaît pas de répit : l'insécurité persistante et deux autres coups d'État militaires depuis 2020 témoignent d'une profonde instabilité. L'accord de paix signé en 2015, qui devait fournir les bases de la réconciliation, de la stabilité et de la paix, n'est mis en œuvre qu'avec lenteur. La sécurité et l'État de droit ne peuvent être garantis dans une grande partie du pays, des affrontements violents et des attaques contre la population civile se produisent régulièrement. Le retour des acteurs étatiques dans les régions reculées du pays ne se fait que lentement. Dans de nombreuses régions, une présence étatique doit en outre être établie pour la première fois. Le manque de revenus et de services sociaux de base bloque le développement socio-économique du pays. Cela a entraîné une profonde crise de confiance entre la population et l'État, aggravée par la corruption et des structures népotiques. Les inégalités économiques, politiques et sociales favorisent les tendances à la radicalisation et rendent particulièrement difficile la participation des femmes au processus de paix.

## Approche

Le Ministère des Affaires étrangères Allemand soutient depuis 2013 le processus de stabilisation et de paix au Mali. Le projet "Appui à la stabilisation et à la paix au Mali" (PASP) accompagne le Ministère de la Réconciliation Nationale (MRN), ses structures décentralisées ainsi que la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) dans la diffusion de l'Accord de paix, la gestion durable des conflits et la promotion d'une réconciliation nationale. La mise en œuvre de microprojets permet de créer des dividendes de paix tangibles pour la population. La participation des acteurs civils de l'État au processus de stabilisation aux niveaux national, régional et local crée la confiance entre la population et l'État, ouvre des espaces pour les processus politiques et favorise le retour et l'établissement de l'État dans les régions cibles. Une focalisation ciblée sur les femmes à travers une approche de genre transformatrice permet leur participation à la mise en œuvre de l'accord pour la paix ainsi qu'aux mécanismes de résolution des conflits et contribue à la lutte contre les structures patriarcales.

**Conseils institutionnels** : Le projet soutient les acteurs civils de l'État de dans la mise en œuvre et la diffusion de l'accord pour la paix. Il renforce leur capacité pour une gestion durable des conflits et contribue au retour de la confiance entre la population et l'État. En outre, le projet soutient la Commission Vérité, Justice et Réconciliation malienne dans le traitement des violations graves des droits de l'homme, dans l'élaboration et l'adoption d'une loi de réparation pour les victimes des crises au Mali ainsi que dans l'élaboration des recommandations pour une réconciliation durable.

**Stabilisation à travers des microprojets** : Dans les régions du nord du Mali, le projet encourage la mise en œuvre des microprojets. Dans le cadre des dialogues participatifs avec les citoyens, les communautés échangent sur leur situation, expriment leurs besoins et identifient des mesures de stabilisation. La construction des infrastructures (p. ex. approvisionnement en eau et maisons des jeunes) associée à des activités génératrices de revenus (p. ex. gestion des déchets et transport péri urbain avec des tricycles) contribue à l'amélioration des conditions de vie et renforce la cohésion sociale. Dans l'esprit d'une approche intégrée le projet travaille en étroite collaboration avec le contingent de l'armée allemande de la mission MINUSMA pour identifier et mettre en œuvre des microprojets.



<b>Intitulé du projet</b>	Appui à la Stabilisation et à la Paix au Mali
<b>Commettant</b>	Ministère Fédéral des Affaires Etrangères d'Allemagne
<b>Organisme d'exécution</b>	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
<b>Zone du projet</b>	Mali
<b>Organisme de tutelle</b>	Ministère de la Réconciliation Nationale
<b>Durée globale</b>	11/2016 – 05/2024
<b>Enveloppe financière</b>	32.642.500 EUR



*Photos de gauche à droite :*

*Habitants de Gabero lors de la réception d'une adduction d'eau, 2018©PASP/GIZ*

*4e audience publique de la CVJR sur la "violation du droit à la liberté", la "violation du droit à la vie et à l'intégrité physique" et le "déplacement forcé", 2021©PASP/GIZ*

Philip Kusch,  
Responsable du Projet  
[philip.kusch@giz.de](mailto:philip.kusch@giz.de)

*Photo de gauche à droite :  
Formation des femmes de l'ERAR, de la MARN et la société civile à Bamako, 2021©PASP/GIZ*

*Remise d'un tricycle motorisé à la FORC-G à Gao pour le transport urbain, 2021©PASP/GIZ*



## Les résultats en chiffres ...

- **101 fonctionnaires** du Ministère de la Réconciliation Nationale (dont 20 femmes), y compris ses équipes de réconciliation décentralisées, ont été formés aux méthodes alternatives de gestion des conflits.
- **59 femmes** des ERAR, de la MARN et de la société civile ont reçu une formation sur différentes thématiques, dont « médiation, prévention et gestion de conflit » et « communication non violente et leadership » dans le cadre du projet de renforcement du rôle des femmes dans le processus de paix.
- **93 microprojets** ont été mis en œuvre dans les régions de Gao, Ménaka, Kidal et Taoudéni. Les conditions de vie d'environ **628.506** personnes sont améliorées et environ **815** emplois directs créés.
- **103 activités de dialogue** pour la prévention des crises ont été menées dans tout le Mali, environ **12.473** personnes y ont participé activement (dont 20% de femmes).
- **50 membres** de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation ont été formés aux techniques d'interview et au soutien psycho-social des personnes traumatisées.
- Plus de **26 000** témoignages de victimes de violations des droits de l'homme ont été documentés dans les six bureaux régionaux des commissions vérité. Ces derniers ont été mis en place avec le soutien du projet.
- La Commission Vérité du Mali a développé **une politique de réparation** et une **stratégie de mémoire** dans le cadre d'un processus participatif. La politique de réparation a été approuvée par le cabinet du gouvernement malien.
- **4 auditions publiques** ont été organisées jusqu'à présent par la Commission Vérité, Justice et Réconciliation, au cours desquelles 51 personnes ont témoigné publiquement des violations des droits de l'homme.

## ... et en faits

Renforcer la résilience des groupes vulnérables en soutenant les activités génératrices de revenus et en permettant la stabilité socio-économique.

L'une des villes les plus touchées par l'insécurité et les menaces terroristes est Gao, dans le nord du Mali. De nombreux jeunes y sont livrés à eux-mêmes et les emplois y sont rares. Les groupes djihadistes sont présents dans la région et offrent des possibilités de revenus aux jeunes. Ces derniers sont donc particulièrement vulnérables aux tendances de radicalisation.

Avec le soutien du projet, une alternative a pu être offerte aux jeunes. Afin d'améliorer le transport péri urbain, l'organisation des jeunes FORC-G a reçu dix moto tricycles qu'ils utilisent comme taxis et avec lesquels ils génèrent un revenu supplémentaire. Cela augmente leur résilience et leur permet en même temps d'atteindre une stabilité socio-économique.

Un membre de la FORC-G explique : *"Le projet de tricycles est la meilleure chose qui puisse m'arriver. Je suis le soutien de famille et je n'avais pas d'emploi fixe. En 2013, lorsque l'État est revenu à Gao, on nous a tous promis des emplois dans le cadre du processus de DDR<sup>1</sup>, soit dans l'armée, soit à travers des activités indépendantes génératrices de revenus. Mais depuis, il ne s'est rien passé. À certains moments, j'ai envisagé de rejoindre les groupes armés djihadistes pour pouvoir subvenir à mes besoins et à ceux de ma famille. Chez eux, on reçoit un salaire fixe de 100.000 à 200.000 CFA par mois pour peu de travail. Mais grâce au soutien de la coopération allemande par le PASP, dont notre organisation de jeunesse a bénéficié, j'ai abandonné cette idée. Je fais partie des chauffeurs et maintenant, grâce aux revenus quotidiens, je ne dépend plus de personne et je peux subvenir à mes besoins et à ceux de ma famille. Nous remercions la GIZ de nous avoir donné la possibilité de reprendre le travail d'une manière digne et responsable".*

<sup>1</sup> Désarmement, Démobilisation et Réinsertion

Publié : Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège de la société Dag-Hammarskjöld Weg 1-5  
65760 Eschborn  
Deutschland  
Telefon: +49 (0)6196 79-1175  
Fax: +49 (0)6196 79-1115

Auteurs : Lea Seefeld, Philip Kusch

Mise en page : GIZ

Situation : Mai 2022

Le contenu de cette publication relève de la responsabilité de la GIZ.

En coopération avec Ministère de la Réconciliation Nationale

Mandaté par : Ministère Fédéral des Affaires Etrangères d'Allemagne (AA)

Adresses postales des deux sièges AA Berlin AA Bonn

du AA: Werderscher Markt 1 Adenauerallee 99-103  
D-10117 Berlin D-53113 Bonn  
T: +49 (0) 30 18170 T +49 (0) 22899 17-0